

CHINE : MOROSITÉ

Au T2 2023, la croissance économique chinoise est tombée à +0,8% en rythme trimestriel, contre +2,2% au trimestre précédent. Elle s'est établie à +6,3% en glissement annuel (contre +4,5% au T1 2023) mais ce chiffre est gonflé par des effets de base favorables liés aux confinements très stricts imposés dans la région de Shanghai au printemps 2022. En mars dernier, les autorités avaient établi la cible de croissance pour 2023 à « environ 5% » : cet objectif paraissait facilement atteignable, notamment grâce à l'élan donné par les effets de rattrapage post-Covid dans le secteur des services. Cependant, le rebond de l'activité depuis l'abandon de la politique zéro Covid s'est essouffé très rapidement, alors que le secteur manufacturier exportateur souffre de l'affaiblissement de la demande mondiale. De nouvelles mesures de soutien monétaire et budgétaire semblent dorénavant nécessaires pour que la cible de croissance soit atteinte cette année. Elles sont également indispensables pour rassurer consommateurs et investisseurs.

Les indicateurs conjoncturels pour le mois de juin et le second trimestre 2023 témoignent d'une morosité généralisée de l'activité. Les ménages chinois se montrent prudents et limitent leurs dépenses, inquiets face à la crise du secteur immobilier et aux incertitudes qui pèsent sur les perspectives d'emploi.

De fait, le marché du travail n'a pas retrouvé sa situation pré-pandémique. Alors que le taux de chômage dans les zones urbaines s'est réduit à 5,2% au T2 2023 et se rapproche de son niveau d'avant-Covid, le chômage des jeunes de 16 à 24 ans a de nouveau augmenté depuis le début de l'année. Il a atteint un nouveau record historique à 21,3% en juin (contre 12% en 2019). Cette évolution s'explique notamment par le décalage entre, d'une part, la hausse du nombre de jeunes diplômés entrant sur le marché du travail et, d'autre part, la dégradation de l'emploi dans le secteur tertiaire. En 2022 en particulier, des destructions d'emplois ont touché les services affectés par les restrictions sanitaires et l'immobilier, mais aussi les services à plus haute valeur ajoutée (tech, éducation, etc.). Ces derniers secteurs, qui recrutent les travailleurs les plus qualifiés, sont en effet lourdement pénalisés par le resserrement réglementaire imposé depuis 2021.

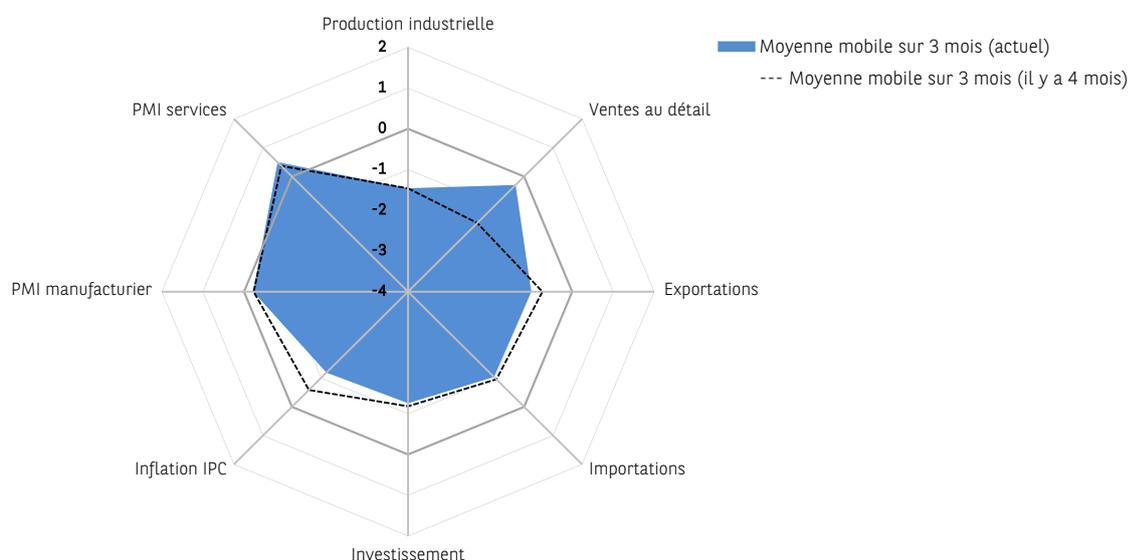
Au moins les ménages ont-ils pu bénéficier du ralentissement de l'inflation. L'inflation des prix à la consommation est passée de +1,8% en g.a. en décembre 2022 à 0% en juin 2023, en raison de la baisse des prix du carburant et des loyers, de la moindre hausse des prix alimentaires et de la faiblesse de l'inflation sous-jacente (0,4% en g.a. en juin) – elle-même reflet de la morosité de la demande intérieure. Les volumes de ventes au détail ont augmenté d'environ 8% en g.a. au S1 2023, après une légère contraction en 2022, mais ils ont marqué le pas dès le mois de mai.

Le secteur immobilier s'est enfoncé dans la crise au T2 2023. Le nombre de chantiers de construction achevés s'est redressé (+26% en g.a.) grâce aux mesures de soutien des autorités, mais les volumes de transactions immobilières ont continué de chuter (-20% en g.a. au T2 2023) et les démarrages de chantier de s'effondrer (-29%). La contraction de l'investissement immobilier s'est poursuivie, contribuant au ralentissement de l'investissement total (+3,8% en g.a. au S1 2023).

Finalement, le secteur manufacturier est lourdement pénalisé par le ralentissement de la demande mondiale et les tensions avec les États-Unis. Au S1 2023, les exportations de marchandises ont diminué (leur baisse a atteint -3,3% en g.a. en dollars courants sur l'ensemble du semestre, et -13,9% en juin) et la croissance industrielle s'est établie à seulement +3,8% en g.a.

Christine Peltier

CHINE : ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DES INDICATEURS



SOURCES : NBS, BNP PARIBAS

Les indicateurs du radar sont transformés en « z-scores » (écarts par rapport à la valeur moyenne de long terme exprimée en écart-type). Ces z-scores ont une moyenne de zéro et leur valeur fluctue ici entre -4 et +2. Sur le radar, la zone en bleu indique les conditions économiques actuelles. Elle est comparée aux conditions 4 mois auparavant (pointillés).

Un élargissement de la zone bleue indique une amélioration de l'indicateur d'activité.

